

Un compte-rendu de Jean-Guillaume Lanuque

<https://dissidences.hypotheses.org/9308>

Dans ce livre aussi dense que réflexif, l'enseignant-chercheur Yohan Dubigeon s'efforce de (re)mettre en valeur une tradition démocratique différente de la démocratie représentative de type libéral, en concentrant son approche sur la période allant de la Commune de Paris à la révolution allemande consécutive à la Première Guerre mondiale (1871-1921), apogée selon lui d'une « forme aboutie de projet de « démocratie par en bas » » (p. 11). S'efforçant de caractériser au plus près ces fameux conseils, il reconnaît la diversité de leurs formes, mais isole un certain nombre de caractéristiques constantes : émanation des dominés, auto-institution politique, fruit d'une situation révolutionnaire, volonté d'auto-émancipation interrogeant la problématique de la délégation. Son travail, qu'il situe lui-même dans la lignée de celui de Martin Breugh sur *L'Expérience plébéienne : une histoire discontinue de la liberté politique* (Payot, 2007), cherche ainsi à ramener à la lumière une tradition, celle d'un projet global de réorganisation politique et social, ayant infusé de manière souterraine dans la longue durée sur les luttes ultérieures, celles des zapatistes entre autres.

Les considérations théoriques, qui ne sont pas nécessairement les plus passionnantes, discutent les thèses et analyses contemporaines de Chantal Mouffe, Jacques Rancière, Miguel Abensour, en particulier, retenant principalement le principe de la démocratie allant à rebours de l'État, et d'une vision émasculée de la conflictualité. Yohan Dubigeon trace même une convergence partielle avec les travaux d'Hannah Arendt, limitée à la dimension politique (in *De la révolution*). Il repère surtout les différences nombreuses d'avec la démocratie délibérative ou participative, le point-cléf de la décision en dernière instance ne trouvant sa résolution pleinement démocratique que dans le modèle des conseils. Il replace également le courant proprement conseilliste, composante de ce qu'on appelle souvent, faute de mieux, l'ultra-gauche, dans son originalité historique, contre la social-démocratie, le léninisme ou les courants spontanés (derrière Toni Negri ou John Holloway, par exemple) qui refusent le principe de représentation et la stratégie politique. Yohan Dubigeon articule ensuite son propos en trois thèmes, mêlant ainsi les expériences historiques.

Le premier est la question politique, justement. Dressant une sorte de typologie de cette démocratie des conseils, il est amené à insister sur l'ancrage local, proche des individus puisque situé sur le lieu de vie et/ou de travail, ainsi que sur la dynamique d'appropriation collective politique (sans séparation des pouvoirs) mais aussi économique (surtout éclatante dans le cas russe). Ce qui lui semble essentiel, dans ces considérations, c'est le caractère horizontal de cette démocratie en actes et sa profonde nouveauté, comparativement à des formes organisationnelles plus installées comme les syndicats. Autre point crucial, celui de la délégation concentrique. Yohan Dubigeon souligne bien l'absence de mandat impératif strict, au profit d'« hommes de confiance » (une expression apparue en Allemagne pendant la guerre) révocables, ainsi que sur la disparition d'une couche politique autonomisée, germe d'un nouvel appareil d'État, grâce à l'élection de tous les postes de fonctionnaires, leur rotation et leur rémunération au salaire moyen inaugurée par la Commune de Paris. Il est alors amené à dévoiler un fondement essentiel de cette démocratie : la confiance dans l'auto-éducation des masses et dans l'égale capacité de tous à diriger, nécessitant liberté d'expression et pluralisme, afin d'éviter une dégénérescence du type de celles, à ses yeux, que connurent les jacobins et les bolcheviques.

Le second thème touche à la question stratégique, la dynamique concrète historiquement à l'œuvre. C'est dans cette perspective le cas russe qui est largement privilégié, à travers les travaux de Marc Ferro (*Des Soviets au communisme bureaucratique* [1]) et Oskar Anweiler, surtout (*Les Soviets en Russie, 1905-1921*) [2]. Création spontanée, ce qui n'exclut pas du tout l'importance d'un travail militant en amont (ou d'une influence en aval à compter de l'exemple russe), les conseils connaissent une radicalisation qui les amène à concurrencer les institutions en place quant à la gestion du quotidien. C'est dans ce processus vivant que s'opposent, selon Yohan Dubigeon, deux temporalités : celle de la « destruction » (sous-entendu de l'État ancien), partagée par la majorité de la Commune de Paris ou les bolcheviques, et celle de la « construction » d'un nouvel ordre démocratique, défendue par la minorité de la Commune ou les mencheviques de 1905 ainsi que le Trotsky de la même époque. La synthèse de ces deux temporalités se trouverait selon l'auteur chez les conseillistes, Benjamin Péret, Grandizo Munis, Otto Rühle, Anton Pannekoek... passage en revue qui oublie le Lénine de 1917-1918 ! Sur ce plan stratégique, le risque mortifère est celui de l'institutionnalisation, rendant difficile la pérennisation de cette démocratie dans la durée. La Commune, trop légaliste et influencée par les idées de Proudhon, aurait ainsi négligé la contre-offensive préventive contre Versailles, là où les soviets russes auraient avant tout servi de marchepied à la prise de pouvoir par les

bolcheviques (reprise de la thèse un peu abrupte selon nous d'Anweiler), et les conseils allemands auraient été instrumentalisés par la social-démocratie.

Le dernier thème est celui de l'organisation et du rapport avec les « chefs ». C'est la question critique du substitutisme, développée principalement à travers l'exemple de la révolution russe, mais sans suffisamment tenir compte, à notre avis, du contexte surdéterminant de guerre civile. Yohan Dubigeon en profite pour présenter les thèses et analyses des oppositions bolcheviques successives, des communistes de gauche au Groupe ouvrier de Miasnikov, dans lesquelles il voit une des racines du courant proprement conseilliste. Il élargit également le propos aux critiques de l'organisation léniniste, telles qu'exprimées au début du XX^e siècle par Rosa Luxemburg, Trotsky ou Anton Pannekoek. L'autre risque, celui du pur spontanéisme, est l'occasion de retracer cette fois l'histoire de la gauche germano-hollandaise, telle que Philippe Bourrinet surtout l'a parfaitement systématisé. D'un rejet des partis ouvriers et des syndicats, on passe à une confusion entre union d'entreprise et conseil (Otto Rühle), à l'abandon des luttes partielles et de toute intervention concrète (tendance dite d'Essen du KAPD derrière Herman Gorter) ou à une lecture de la révolution russe, des partis et des syndicats comme strictement bourgeois (Groupe des communistes internationaux, qui mena une réflexion sur le fonctionnement concret de la société communiste, posée comme acquise, sans considération sur la transition). Yohan Dubigeon souligne alors la pertinence d'une dialectique à manier entre ces deux pôles opposés, les références en la matière étant Anton Pannekoek et Cornélius Castoriadis, le premier voyant le parti comme un éveilleur théorique, le second – dans le cadre d'une discussion avec Pannekoek au début des années 1950 – comme l'instrument nécessaire à la lutte face à la contre-révolution.

Bien que large dans ses références historiques et bibliographiques, *La Démocratie des conseils* n'est pas pour autant une étude exhaustive pouvant faire référence de manière quasi définitive sur la question. En cause, des manques bibliographiques et surtout l'absence de prise en compte de certaines réflexions politiques (celles des courants trotskystes, par exemple) et certaines expériences, ainsi de la révolution espagnole. Plus largement, des questions décisives demeurent ouvertes, les procédures d'élection au sein des soviets [3] ou la survie des conseils dans un contexte hostile et de lutte forcenée et militaire pour la survie. En l'état, ce travail présente néanmoins l'incontestable mérite de revenir sur les expériences modernes afin de redonner force et espoir aux luttes d'aujourd'hui, avec une lucidité critique appuyée [4], et sans remonter pour autant au premier XIX^e siècle, voire dans des temps pré-modernes.

[1] Il sera prochainement chroniqué sur ce blog.

[2] Profitons-en pour signaler que Yohan Dubigeon avait en 2013 signé un article dans le numéro 6 de la revue électronique de *Dissidences*, intitulé « Oskar Anweiler et les soviets : ce que les conseils ouvriers nous disent aujourd'hui », consultable à cette adresse : <https://revuesshs.u-bourgogne.fr/dissidences/document.php?id=2757>

[3] La différenciation pratiquée par les bolcheviques entre vote paysan ou vote ouvrier n'est ainsi absolument pas abordée.

[4] Ainsi des mouvements dit des « places », qui tendent selon Yohan Dubigeon à évacuer la fameuse question stratégique et à « fétichiser » la démocratie qu'ils appliquent.